

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

8 MARS 1973.

BUDGET

de la Gendarmerie
pour l'année budgétaire 1973.

RAPPORT

FAIT PAR LA COMMISSION
DE LA DEFENSE NATIONALE (1)

PAR M. GHEYSEN.

SOMMAIRE.

	Pages
I. Exposé du Ministre	2
1. Activités de la Gendarmerie	2
2. Les effectifs	6
3. Le matériel	8
4. Le casernement	8
5. Organisation des services	9
6. Problèmes de personnel	9
7. Les moyens budgétaires pour 1973	10
II. Discussion	11
1. Personnel	11
2. Organisation	15
3. Recherche scientifique	15
4. Casernement	15
III. Votes	16

(1) Composition de la Commission :

A. — Membres : M. De Kerpel, M^{lle} Devos, MM. De Mey, Gheysen, Magnée, Nothomb, Tanghe, Van Dessel. — MM. Carpels, Cools (André), Danschutter, Denison, Gelders, Radoux, Remacle (Marcel). — M. Herbage, M^{me} Lahaye-Duclos, MM. Poortmans, Poswick. — MM. Gol, Laloux. — MM. Belmans, Mattheyssens.

B. — Suppléants : MM. Diegenant, Kelchtermans, Plasman, Willems. — MM. Boel, Dejardin, Demets, Mathys. — MM. Bonnel, Delforge. — M. Rouelle. — M. Anciaux.

Voir :

4-X (1972-1973) :

- N° 1 : Budget.
- N° 2 : Amendement.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

8 MAART 1973.

BEGROTING

van de Rijkswacht
voor het begrotingsjaar 1973.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER GHEYSEN.

INHOUD.

	Blz.
I. Uiteenzetting van de Minister	2
1. Activiteiten van de Rijkswacht	2
2. Getalsterkte	6
3. Materieel	8
4. Kazernering	8
5. Organisatie van de diensten	9
6. Personeelsvraagstukken	9
7. De begrotingsmiddelen voor 1973	10
II. Bespreking	11
1. Personeel	11
2. Organisatie	15
3. Wetenschappelijk onderzoek	15
4. Kazernering	15
III. Stemmingen	16

(1) Samenstelling van de Commissie :

A. — Leden : de heren De Kerpel, Mej. Devos, de heren De Mey, Gheysen, Magnée, Nothomb, Tanghe, Van Dessel. — de heren Carpels, Cools (André), Danschutter, Denison, Gelders, Radoux, Remacle (Marcel). — de heer Herbage, Mevr. Lahaye-Duclos, de heren Poortmans, Poswick. — de heren Gol, Laloux. — de heren Belmans, Mattheyssens.

B. — Plaatsvervangers : de heren Diegenant, Kelchtermans, Plasman, Willems. — de heren Boel, Dejardin, Demets, Mathys. — de heren Bonnel, Delforge. — de heer Rouelle. — de heer Anciaux.

Zie :

4-X (1972-1973) :

- N° 1 : Begroting.
- N° 2 : Amendement.

MESDAMES, MESSIEURS,

En guise d'introduction, le Ministre a passé en revue les activités de la Gendarmerie au cours de l'année écoulée.

Il a également donné des précisions sur les missions spéciales dont la Gendarmerie sera chargée en 1973.

Cet aperçu, qui prend pour point de départ la situation actuelle en ce qui concerne l'équipement et le personnel, doit permettre de définir les problèmes auxquels la Gendarmerie doit et devra faire face et de déterminer les besoins qui en découlent.

I. — EXPOSE DU MINISTRE.

1. Activités de la Gendarmerie.

a) *Circulation.*

Le problème de la circulation ne cesse de gagner en acuité.

Les raisons de cette aggravation sont :

- l'accroissement continu du parc automobile;
- l'utilisation plus intense que chaque citoyen fait de son véhicule, plus particulièrement aux fins de semaine et pendant ses heures de loisir;
- l'extension du réseau autoroutier.

La caractéristique angoissante de ce problème est illustrée par le nombre des accidents constaté par la Gendarmerie en 1972 : 80 683 accidents, se soldant par 1 402 tués sur place, 16 676 blessés graves et 40 923 blessés légers.

Les chiffres ci-après témoignent de l'activité répressive de la Gendarmerie. Il en résulte notamment que

- 253 113 procès-verbaux ont été dressés pour infraction au code de la route;
- 168 060 observations ont été faites en matière de roulage;
- 172 082 avertissements ont été donnés et suivis de contrôle;
- 203 546 contraventions ont été punies de la perception immédiate des amendes.

Le rôle inévitablement répressif joué par la Gendarmerie en cette matière ne doit toutefois pas faire oublier son action préventive.

Il faut encore souligner la mise en œuvre régulière de moyens importants pour la régulation du trafic intensifié aux périodes de pointe et la participation active et régulière de la Gendarmerie à l'action éducative en matière de circulation en général (à la radio et à la télévision, dans les écoles, au sein d'organismes spécifiques tels que Via Secura, ou encore chaque fois que l'occasion se présente de toucher un large public, par exemple au salon de l'auto).

L'adaptation permanente de ses moyens et de son organisation a permis jusqu'à présent à la Gendarmerie de faire face à l'évolution qui s'est produite dans les problèmes de la circulation.

Mais à des situations nouvelles il faut répondre par des moyens nouveaux.

DAMES EN HEREN,

Ter inleiding verstrekte de Minister een overzicht van de activiteiten van de Rijkswacht tijdens het afgelopen jaar.

Tevens verschaftte hij uitleg omtrent de bijzonderste opdrachten waarmee de Rijkswacht in 1973 wordt belast.

Vertrekkend van de huidige situatie inzake personeel en uitrusting, moet dit overzicht het mogelijk maken de bestaande en de voorzienbare problemen van de Rijkswacht te omschrijven en de hiermee gepaard gaande behoeften vast te leggen.

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER.

1. Activiteiten van de Rijkswacht.

a) *Verkeer.*

Het verkeersprobleem stelt zich steeds scherper.

De oorzaken hiervan zijn :

- de gestadige aangroei van het autopark;
- het ruimer gebruik dat iedere burger maakt van zijn voertuig, meer bepaald tijdens de week-ends en zijn vrije tijd;
- de uitbreiding van het net der autosnelwegen.

Dat dit probleem angstwekkend wordt blijkt uit het aantal ongevallen die in 1972 door de Rijkswacht werden vastgesteld : 80 683 ongevallen, met 1 402 doden ter plaatse, 16 676 zwaar- en 40 923 lichtgewonden.

De hiernavolgende cijfers getuigen van de activiteit van de Rijkswacht op het repressieve vlak. Zo werden

- 253 113 processen-verbaal opgemaakt wegens overtreding van de wegcode;
- 168 060 opmerkingen gemaakt inzake verkeer;
- 172 092 door controle gevolgde waarschuwingen gegeven;
- en 203 546 overtredingen bestraft met een onmiddellijke inning van geldboeten.

Het onvermijdelijk repressief optreden van de Rijkswacht terzake mag nochtans haar preventieve actie niet in de schaduw stellen.

Er moet ook gewezen worden op het geregeld inzetten van belangrijke middelen tot regeling van de intense verkeersstromen in drukke periodes en op de regelmatige en actieve deelneming van de Rijkswacht aan de verkeersopvoeding in 't algemeen (langs radio en TV, in de scholen, in de schoot van specifieke organismen zoals Via Secura of telkens er gelegenheid is om een talrijk publiek te treffen, zoals in het autosalon bijvoorbeeld).

Door een bestendige aanpassing van haar middelen en van haar organisatie kon de Rijkswacht tot nu toe gelijke tred houden met de evolutie van de verkeersproblemen.

Nieuwe toestanden vergen echter nieuwe middelen.

L'extension récente et très rapide du réseau autoroutier rend nécessaire la création d'unités spéciales chargées de la police du roulage sur ces autoroutes.

Pleinement consciente de cette nécessité et en vue de remplir sa mission dans ce domaine, la Gendarmerie a procédé dès à présent à la constitution du noyau de ces unités spéciales au sein de sa police spéciale de la route.

Au stade final, c'est-à-dire avant 1978, la police des autoroutes disposera de 35 postes, c'est-à-dire d'un poste pour 50 km d'autoroute.

Cinq de ces postes fonctionnent déjà, à savoir à Gentbrugge, Anvers, Brecht, Houthalen et Courtrai. Ils assurent notamment le service de la centrale des téléphones de secours pour la section d'autoroute soumise à leur surveillance, ils reçoivent tous les appels de quelque nature qu'ils soient et y réservent les suites adéquates.

Chaque poste compte 21 hommes et dispose de motos, de voitures semi-rapides et rapides, de voitures équipées pour les constats d'accidents et de véhicules destinés à dégager les chaussées bloquées par suite d'accidents.

Nul ne peut mettre en doute la nécessité de cette police des autoroutes. Chacun comprendra que la création de ce corps et l'acquisition de l'équipement requis aient été étalées sur une période de cinq ans.

Cette période a été fixée en tenant compte des délais que le Ministre des Travaux publics a estimés nécessaires pour aménager l'infrastructure indispensable à ces postes.

Cette mission importante dans le domaine de la circulation ne diminue en rien les activités dont la Gendarmerie s'acquitte sur le réseau routier traditionnel.

Il n'échappera pas à la commission que la situation exposée ci-dessus pose avant tout des problèmes de personnel.

b) *Police judiciaire.*

Quelques chiffres globaux permettent de se faire une idée de l'activité que la Gendarmerie a déployée dans ce domaine en 1972 :

1) A l'exclusion des infractions au Code de la route et des accidents de roulage, il a été rédigé 730 988 procès-verbaux et rapports judiciaires relatifs à des infractions pénales, c'est-à-dire des crimes, des délits et des contraventions.

2) 15 841 arrestations et 15 017 perquisitions ont été effectuées;

3) 23 061 hommes ont été mis à la disposition des cours et des tribunaux afin d'y assurer l'ordre;

4) 76 191 hommes ont escorté des prisonniers et des personnes arrêtées.

C'est là une preuve de plus de l'accroissement continu de la tâche de la Gendarmerie.

Le Ministre a tenu à le souligner une fois encore avant de citer certains chiffres qui donnent à réfléchir.

En 1962, la Gendarmerie avait constaté 25 500 crimes et délits. En 1972, ce nombre a atteint 48 600, ce qui représente un doublement en 10 ans.

En 1972, le nombre de vols avec circonstances aggravantes constatés par la Gendarmerie était d'environ 8 811 contre 3 500 en 1962.

De recente en zeer snelle uitbreiding van het net der autosnelwegen vergt de oprichting van speciale eenheden, die belast zijn met de politie van het verkeer op die autosnelwegen.

Volkomen bewust van deze noodzaak en ten einde haar opdracht terzake te kunnen nakomen, is de Rijkswacht nu reeds overgegaan tot de vorming van de kern van deze speciale eenheden in de schoot van haar bijzondere wegpolitie.

Uiteindelijk, dit is vóór 1978, zal de politie der autosnelwegen 35 posten omvatten, dit wil zeggen één post per 50 km autosnelweg.

Vijf van deze posten functioneren reeds, nl. te : Gentbrugge, Antwerpen, Brecht, Houthalen en Kortrijk. Zij bedienen er onder meer de praatpalencentrale voor het wegdeel waarover zij toezicht uitoefenen, ontvangen alle oproepen van om het even welke aard en geven er het passend gevolg aan.

Elke post bestaat uit 21 manschappen en is uitgerust met moto's, half-snelle en snelle wagens, wagens die uitgerust zijn voor het vaststellen van ongevallen en andere die moeten dienen om de door ongevallen afgesloten rijbanen vrij te maken.

Niemand kan de noodzaak van dit politiekorps der autosnelwegen in twijfel trekken. Iedereen zal begrijpen dat de oprichting van een dergelijk korps en het aanschaffen van de vereiste uitrusting gespreid werd over een periode van 5 jaar.

Bij het vaststellen van deze periode werd rekening gehouden met de termijnen die door de Minister van Openbare Werken onontbeerlijk worden geacht voor het uitbouwen van de voor die posten onmisbare infrastructuur.

Deze zware opdracht inzake verkeer doet geen afbreuk aan de activiteiten van de Rijkswacht op het traditionele wegennet.

Dat de hierboven geschetste situatie personeelsproblemen schept, zal de commissie niet ontgaan.

b) *Gerechtelijke politie.*

Enkele ruwe cijfers geven een idee van de activiteit die terzake door de Rijkswacht in 1972 werd aan de dag gelegd.

1) Met uitsluiting van de verkeersovertredingen en de verkeersongevallen, werden 730 988 processen-verbaal en gerechtelijke verslagen opgesteld met betrekking tot strafrechtelijke inbreuken d.w.z. misdaden, wanbedrijven en overtredingen;

2) Er werden 15 841 aanhoudingen en 15 017 huiszoekingen verricht;

3) 23 061 manschappen werden ingezet om de dienst in de Haven en Rechtbanken te verzekeren;

4) 76 191 manschappen escorteerden gevangenen en aangehouden personen.

Hieruit blijkt nogmaals dat de taak van de Rijkswacht gestadig toeneemt.

De Minister wil dit nogmaals onderstrepen alvorens bepaalde cijfers te citeren die tot nadenken stemmen.

In 1962 werden door de Rijkswacht 25 500 misdaden en wanbedrijven vastgesteld. In 1972 liep dit cijfer op tot 48 600. Dit betekent een verdubbeling in 10 jaar.

In 1972 bedroeg het aantal door de Rijkswacht vastgestelde diefstallen met bezwarende omstandigheden ongeveer 8 811 t.o.v. 3 500 in 1962.

Ces chiffres ont plus que doublé en 10 ans.

Le nombre de vols avec violence commis sur la voie publique a augmenté en 1972 de 35 % par rapport à l'année précédente (976 contre 722).

En 1962, la protection de la jeunesse avait requis 6 770 interventions de la Gendarmerie. Dix ans plus tard, en 1972, ce chiffre a presque doublé : il est de 11 362.

La lutte contre la drogue n'a pas été négligée : le nombre des affaires traitées est en augmentation, les quantités saisies et le nombre de condamnations s'accroissent également.

Seul diminue l'âge des victimes.

Les chiffres cités dénotent une évolution qui appelle une réaction. Le commandement de la Gendarmerie est le premier à en être convaincu.

c) *Police administrative.*

Dans le domaine du maintien de l'ordre, l'année 1972 a été calme.

La Gendarmerie a rédigé 19 081 rapports d'information et assuré 2 094 services d'ordre à l'aide de 40 669 hommes. Même en période calme, elle doit intervenir fréquemment pour maintenir l'ordre public.

A cet égard il faut attacher plus d'importance à d'autres événements récents, dont notre pays a été préservé jusqu'à présent mais qui ne peuvent nous laisser indifférents.

Le terrorisme politique international ne s'est pas manifesté chez nous.

La Gendarmerie a pourtant été priée de prendre des mesures spéciales en vue de protéger les personnes et les biens les plus menacés.

Depuis longtemps, la Gendarmerie est chargée de la garde des aéroports, de la fouille des passagers aux aéroports et de la protection spéciale des ambassades.

Afin de pouvoir également faire face aux circonstances les plus critiques, la Gendarmerie prévoit également la création, l'équipement et l'entraînement intensif d'une unité spéciale d'intervention disposant de moyens d'action variés et adéquats, tels que des armes pour tireurs d'élite, adaptées également au tir de nuit, des projecteurs, etc.

Prévenir le pire et s'y préparer ne dispensent cependant pas des tâches quotidiennes. Il est clair que l'augmentation inquiétante de la criminalité, qui vient d'être évoquée ouvre un champ d'action gigantesque à la prévention générale et quotidienne.

Ainsi, les patrouilles en vue de la prévention du banditisme et des attaques à main armée dans les grands centres ont-elles été notablement intensifiées.

L'augmentation inquiétante de la criminalité impunie prouve que, dans le domaine de la répression la situation peut devenir incontrôlable.

* * *

Tels sont les faits.

Quelles en sont les causes ?

Comment trouver les solutions ?

Dit betekent veel meer dan een verdubbeling in 10 jaar.

Het aantal diefstallen met geweld, gepleegd op de openbare weg, steeg in 1972 met 35 % t.o.v. voorgaand jaar, (976 tegen 722).

De jeugdbescherming eiste vanwege de Rijkswacht in 1962 zowat 6 770 interventies. Tien jaar later, in 1972 was dit cijfer nagenoeg verdubbeld : 11 362.

De drugbestrijding werd niet verwaarloosd : het aantal behandelde zaken stijgt, de inbeslag genomen hoeveelheden vermeerden evenals het aantal veroordelingen.

Slechts een zaak vermindert nl. de ouderdom van de slachtoffers.

De aangehaalde cijfer wijzen op een evolutie die reactie vergt. Het Rijkswachtcommando in de eerste plaats is daarvan overtuigd.

c) *Administratieve politie.*

Op het stuk van de handhaving der orde was 1972 een kalm jaar.

Er werden 19 081 inlichtingsverslagen opgesteld en 2 094 ordediensten uitgevoerd door 40 669 manschappen. Ook in kalme periodes wordt op het stuk van de openbare orde heel wat gevergd vanwege de Rijkswacht.

Belangrijker in dit opzicht zijn andere recente gebeurtenissen waarvan ons land tot nu toe gespaard is gebleven maar die ons niet onverschillig mogen laten.

Terrorisme met internationaal politieke inslag vond bij ons geen ingang.

Aan de Rijkswacht werd evenwel gevraagd om bijzondere maatregelen te treffen ter bescherming van de personen en van de goederen die als het meest bedreigd voorkomen.

Sedert geruime tijd werd de Rijkswacht belast met de bewaking van de luchthavens, het fouilleren van luchtreizigers en de bijzondere bescherming van de ambassades.

Ten einde ook aan de meest kritieke omstandigheden het hoofd te kunnen bieden voorziet de Rijkswacht eveneens in de oprichting, de uitrusting en de doorgedreven training van een speciale interventie-eenheid die beschikt over gevarieerde en aangepaste interventiemiddelen zoals daar zijn scherpschuttersgeweren, ook voor nachtvuren, verlichtingsapparaten en dergelijke.

De preventie van en de voorbereiding op het ergste wissen echter de dagelijkse noden niet uit. Uit de zoëven geciteerde en onrustwekkende stijging van de criminaliteit blijkt overduidelijk dat op het vlak van de algemene en dagelijkse preventie een reusachtig werkterrein ligt.

Zo werden de patrouilles ter voorkoming van banditisme en holdups in de grote centra merkkelijk geïntensifieerd.

De onrustwekkende stijging der ongestrafte criminaliteit bewijst dat op het vlak van de repressie de gebeurtenissen ons uit de hand dreigen te lopen.

* * *

Dit zijn de feiten.

Waar liggen de oorzaken ?

Waar liggen de oplossingen ?

Il y a quelques années, la moyenne des prestations du gendarme appartenant à une unité opérationnelle s'élevait à quelque 65 heures par semaine dans des circonstances normales.

L'instauration progressive d'une norme adaptée au contexte social actuel a ramené la durée du travail à une moyenne de 42,5 à 45 heures par semaines.

La durée de travail a aussi été réduite d'un tiers.

L'instauration d'une durée de travail justifiée du point de vue social est une mesure qui, en ce qui concerne la présence de la Gendarmerie dans le pays, correspond à une réduction des effectifs de 33 %.

Plusieurs objections peuvent être formulées à ce sujet. C'est ainsi que l'on pourrait faire observer que les effectifs ont été augmentés dans l'intervalle.

Cela n'est vrai qu'en partie. Certes, les effectifs ont été augmentés, mais non dans la même mesure. D'abord parce que le recrutement, qui ne correspond pas toujours aux espérances, est une entreprise à long terme. En second lieu, parce que, en ce qui concerne la mobilité des militaires, l'offre ne couvre que partiellement la demande.

On pourrait également affirmer que la modernisation et l'amélioration de l'équipement (particulièrement en ce qui concerne les véhicules et les moyens de transmission) compensent partiellement les besoins en personnel. Mais ce n'est certainement pas dans une proportion telle qu'on le prétend souvent inconsidérément.

Enfin, on pourrait faire valoir que des réformes sur le plan de l'organisation pourraient résorber bon nombre de conséquences de la diminution de la durée du travail.

La Gendarmerie est consciente de ces problèmes, mais jusqu'à présent aucune solution n'a pu être trouvée pour compenser pleinement les effets de la mesure précitée.

D'autres faits cependant permettent de réfuter les objections formulées.

Voici, exposée brièvement, la répartition des effectifs affectés par la Gendarmerie à de nouveaux secteurs :

- police des autoroutes : une centaine d'hommes (ces effectifs doivent être portés à 1 000 hommes avant 1978);
- renforcement du service sur les aérodromes : 150 hommes;
- protection des ambassades : 200 hommes;
- unité d'intervention pour des missions spéciales : 50 hommes;
- patrouilles spécialement affectées à la lutte contre le banditisme : 150 hommes.

Des tâches nouvelles s'ajoutent constamment, alors que les missions normales ne cessent de s'accroître, notamment

- la circulation qui, pour des raisons objectives, est étrangère à la Gendarmerie;
- la police répressive et préventive.

Il importe, en premier lieu, de réprimer la criminalité, mais cela nécessite l'intervention d'effectifs qui devraient normalement remplir des missions préventives. Et les missions préventives ne pouvant être assumées comme il convient à défaut de personnel, la criminalité augmente.

C'est un cercle vicieux dont il convient de se dégager.

Pour le Ministre, cela ne sera possible qu'en résolvant le problème des effectifs.

Enkele jaren geleden bedroeg de gemiddelde arbeidsprestatie van de tewerkgestelde Rijkswachter in een operationele eenheid in normale omstandigheden ongeveer 65 uur per week.

Het geleidelijk invoeren van een aan de huidige sociale context aangepaste norm bracht ons tot een gemiddelde arbeidsduur van 42,5 tot 45 uur per week. De arbeidsduur verminderde aldus met een derde.

Het invoeren van een sociaal verantwoorde arbeidsduur was een maatregel die qua aanwezigheid van de Rijkswacht doorheen het land, gelijk stond met een 33 % vermindering van de effectieven.

Verschillende opwerpingen kunnen daartegen worden aangevoerd. Zo kan worden gezegd dat de effectieven inmiddels werden opgevoerd.

Zulks is slechts ten dele waar. De getalsterkte werd weliswaar opgevoerd maar niet in een evenredige mate. Vooreerst omdat de recrutering, die niet altijd aan de verwachtingen beantwoordt, een onderneming op lange termijn is. Vervolgens omdat het aanbod inzake mobiliteit van militairen de vraag slechts ten dele dekt.

Eveneens kan worden betoogd dat de modernere en betere uitrusting (voertuigen en transmissiemiddelen vooral) de personeelsbehoeften gedeeltelijk compenseren. Maar zulks geldt niet in die mate zoals vaak lichtvaardig wordt vooropgesteld.

Uiteindelijk kan worden opgeworpen dat heel wat gevolgen van de vermindering van de arbeidsduur kunnen worden opgevangen dank zij hervormingen op het vlak van de organisatie.

Een en ander ontging de Rijkswacht niet, maar geen enkele oplossing kon tot nu toe gevonden worden om de gevolgen van hogervernoemde maatregel volledig op te vangen.

Er zijn echter andere feiten die de gemaakte opwerpingen ontzenuwen.

Ziehier een vlugge recapitulatie van het aantal manschappen dat door de Rijkswacht wordt ingezet in nieuwe sectoren :

- politie der autosnelwegen : een honderdtal man (op te voeren tot 1 000 man vóór 1978);
- versterking van de dienst op de vliegvelden : 150 man;
- bescherming van ambassades : 200 man;
- interventie-eenheid voor speciale opdrachten : 50 man;
- patrouille speciaal belast met de stand tegen het banditisme : 150 man.

Nieuwe taken zien het licht, terwijl de normale opdrachten gestadig toenemen met name :

- het verkeer, dat om objectieve redenen vreemd is aan de Rijkswacht;
- en de repressieve en preventieve politie.

In eerste instantie moet tegen deze criminaliteit repressief worden opgetreden. Zulks brengt mee dat vaak een beroep wordt gedaan op manschappen die normalerwijze preventieve opdrachten zouden moeten vervullen. En omdat de preventieve opdrachten bij gebrek aan personeel niet naar behoren kunnen worden vervuld, stijgt de criminaliteit.

Ziedaar de kringloop waaruit we ons moeten loswerken.

Volgens de Minister is zulks slechts mogelijk indien het probleem inzake personeel een oplossing krijgt.

2. Les effectifs.

a) Réalisations en 1972 et prévisions pour 1973.

Pour réaliser le planning prévu en vue d'atteindre les effectifs autorisés par la loi du 8 avril 1969, la gendarmerie devait compter à la fin de 1972 :

470 officiers et 13 600 sous-officiers de tous grades.

En fait, l'année s'est clôturée par un déficit de 44 officiers et 117 sous-officiers.

Ce déficit serait plus grand encore si on y ajoutait les effectifs non disponibles dans les écoles où ils reçoivent leur formation (180 candidats officiers et $\pm$ 1 000 candidats sous-officiers).

Si on ajoute au déficit signalé pour 1972 les augmentations d'effectifs prévues par le planning pour 1973, à savoir 20 officiers et 150 gendarmes, et le départ prévu de 460 membres du personnel, on aura une idée de l'effort de recrutement à fournir par la Gendarmerie en 1973.

Le transfert de militaires des autres Forces armées vers la gendarmerie n'a donné que des résultats insuffisants, sauf pour la catégorie des officiers où le nombre prévu de 50 a été atteint. Le nombre des sous-officiers accusera un déficit de 1 000 unités.

Il est donc urgent de résoudre le problème des effectifs dans la gendarmerie d'autant plus que par la seule voie du recrutement normal, la gendarmerie risque de ne pas pouvoir remplir la mission qui lui est confiée : assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

b) Personnel civil — personnel féminin — miliciens

Un pourcentage non négligeable du personnel de la gendarmerie est affecté à des tâches de nature administrative, technique ou logistique.

Le Ministre veut diminuer ce pourcentage et augmenter proportionnellement le nombre de gendarmes disponibles pour le secteur opérationnel.

Dans ce but, il propose les mesures suivantes :

1° utiliser plus largement du personnel civil contractuel pour des tâches d'entretien ou recourir à une location de services;

2° introduire du personnel statutaire féminin servant à court et à moyen terme dans des tâches administratives;

3° engager du personnel féminin, soumis au statut du personnel de la gendarmerie et opérant comme de véritables agents judiciaires dans les domaines où cette mesure s'avère utile;

4° mettre à la disposition de la gendarmerie 1 000 miliciens par an et les charger de missions pour lesquelles le gendarme, en tant que tel, est « surqualifié ».

2. De getalsterkte.

a) Realisaties in 1972 en vooruitzichten voor 1973.

Om de planning na te leven die werd opgesteld ten einde de bij de wet van 8 april 1969 toegelaten getalsterkte te bereiken, moest de Rijkswacht eind 1972 beschikken over :

470 officieren en 13 600 onderofficieren van alle graden.

Aan het einde van het jaar bestond er een tekort van 44 officieren en 117 onderofficieren.

Dit tekort zou nog aanzienlijker zijn indien men er de manschappen bijvoegt die niet beschikbaar zijn in de scholen waar zij hun opleiding ontvangen (180 kandidaat-officieren en $\pm$ 1 000 kandidaat-onderofficieren).

Indien men bij het in 1972 vastgestelde tekort de voor 1973 in uitzicht gestelde verhoging van het aantal manschappen voegt — namelijk 20 officieren en 150 rijkswachters — en daarbij rekening houdt met het vertrek van 460 personeelsleden, dan kan men zich een idee vormen van de inspanning die de Rijkswacht zich in 1973 op het stuk van de aanwerving zal moeten gestroosten.

De overplaatsing van militairen van de andere strijdkrachten naar de Rijkswacht heeft onvoldoende resultaten opgeleverd, behalve voor de categorie van de officieren waar het verwachte aantal, d.w.z. 50, bereikt werd. Voorts zullen er 1 000 onderofficieren tekort zijn.

Het probleem van het personeelgebrek in de Rijkswacht moet dus dringend opgelost worden, te meer daar het gevaar bestaat dat indien men zich beperkt tot de normale aanwervingsmethodes, de Rijkswacht niet meer in staat zal zijn om haar taak te vervullen, met name de handhaving van de orde en het waken voor de uitvoering van de wetten.

b) Burgerlijk personeel — Vrouwelijk personeel — dienstplichtigen.

Een niet onaanzienlijk aantal personeelsleden van de rijkswacht is belast met administratieve, technisch of logistieke opdrachten.

De Minister wil dit aantal verminderen en dienovereenkomstig het getal rijkswachters dat ter beschikking staat voor operationele opdrachten, opvoeren.

Daartoe stelt hij de volgende maatregelen voor :

1° het burgerlijk, contractueel aangeworven personeel zou meer voor onderhoudswerkzaamheden moeten worden ingezet en er zou een beroep kunnen worden gedaan op diensverlenings- of uitleenbedrijven;

2° vrouwelijk statutair personeel moet worden in dienst genomen om — op korte of lange termijn — met administratieve taken belast te worden;

3° vrouwelijk personeel met het statuut van het rijkswachterspersoneel moet in dienst worden genomen, dat daadwerkelijk als gerechtelijk agent kan optreden telkens als zulks nuttig blijkt;

4° jaarlijks zouden 1 000 dienstplichtigen ter beschikking van de Rijkswacht gesteld kunnen worden om opdrachten uit te voeren die voor rijkswachters niet belangrijk genoeg zijn.

Confier les tâches d'entretien de locaux et d'aide dans les cuisines et réfectoires à du personnel d'entretien est une opération dont la rentabilité n'échappe à personne.

En 1972, la gendarmerie disposait ainsi pour du personnel temporaire d'un crédit heures/semaine correspondant à 329 emplois à temps plein.

Une autorisation pour amener ce nombre à 444 en 1973 est déjà acquise, mais le Ministre a l'intention de le faire porter à 550.

En attendant que la loi autorise la création du corps féminin de la gendarmerie, le personnel contractuel sera augmenté considérablement. 500 unités supplémentaires pourraient être engagées dès 1973. En majeure partie, il s'agirait de dactylos et sténodactylos, d'aides pour le système informatique, de centralistes (160) pour le réseau 901 au fur et à mesure de sa mise en service.

Dès que la loi autorisera le recrutement de personnel statutaire, celui-ci remplacera progressivement le personnel contractuel utilisé à des tâches administratives.

La mise en service des miliciens s'impose par le fait des responsabilités accrues de la gendarmerie dans la défense intérieure du territoire.

Selon le Ministre, ce problème trouvera même sa place dans la discussion du budget du Ministère de la Défense nationale.

En outre, les modalités de cette participation n'ont pas encore pris leur forme définitive.

Deux autres considérations importantes doivent intervenir dans la question de la mise en service de miliciens.

La première concerne la réserve de la gendarmerie. Si la durée des obligations militaires est limitée à 7 ans, comme le Ministre le souhaite, cette réserve est pratiquement réduite à néant. En effet, elle est composée en majeure partie de militaires qui ont dépassé la septième année de leurs obligations militaires. La réserve devra donc être reconstituée.

D'autre part, un certain nombre de militaires en congé illimité, encadrés par la gendarmerie et sous l'autorité de celle-ci, constitueraient en temps de guerre le Service de surveillance et de renseignements aux frontières. La conception de cette mission, complètement désuète, et dont l'exécution se caractérisait par un dispositif outrancièrement statique et complètement à revoir.

Les moyens qui y sont consacrés étaient dignes d'un meilleur emploi et le Ministre propose d'incorporer ces miliciens dans la réserve de la gendarmerie dont l'effectif serait ainsi porté à 7 000 hommes.

Cette réserve devrait avoir une valeur opérationnelle certaine, car la loi reconnaît à ses membres la même compétence légale qu'au gendarme. Il s'avère donc indispensable de lui procurer une instruction spécifique adaptée à ses missions éventuelles également spécifiques.

La deuxième raison qui milite en faveur de la mise en service de miliciens est le fait que de nombreux services très variés exécutés par la gendarmerie ne nécessitent pas toujours une formation complète de gendarme pour chacun des exécutants, à savoir les services de garde, certains services de circulation, de garde et de transfert de détenus, d'escorte qui pourraient être confiés en partie à des miliciens.

Ceux-ci libéreront ainsi des gendarmes qui deviendront disponibles pour les missions impérieuses et urgentes qui les attendent dans le domaine de la police préventive et répressive.

Les deux arguments invoqués ci-avant apparaissent irréfutables. La réserve était et reste de 7 000 hommes.

Het onderhoud van lokalen en de werkzaamheden in keukens en eetzaal moet aan onderhoudspersoneel toevertrouwd worden.

Zo beschikte de rijkswacht in 1972 voor haar tijdelijk personeel over een krediet tot dekking van een aantal werken per week dat overeenstemde met 329 volledige betrekkingen.

Reeds werd toestemming verleend om dit getal in 1973 tot 444 terug te brengen, maar de Minister is van zins dit cijfer tot 550 op te voeren.

Het aantal contractueel aangeworven personeelsleden zal aanzienlijk verhoogd worden in afwachting dat de oprichting van een vrouwelijk rijkswachtkorps bij de wet wordt toegestaan. In 1973 zouden 500 personeelsleden meer aangeworven kunnen worden. Het gaat daarbij in hoofdzaak om typisten en stenotypisten, bedienden voor de informatieverwerking, telefonisten (160) voor de dienst 901 naarmate deze laatste in bedrijf zal worden gesteld.

Zodra de aanwerving van statutair personeel door de wet toegestaan zal zijn, zal dit laatste geleidelijk in de plaats treden van het contractueel personeel dat administratief werk verricht.

De indienstneming van dienstplichtigen is noodzakelijk, gelet op de steeds talrijker wordende taken van de rijkswacht op het gebied van de binnenlandse veiligheid.

Volgens de Minister zou dit probleem beter behandeld worden bij de bespreking van de begroting van Landsverdediging.

De wijze waarop dienstplichtigen ingeschakeld zullen worden is trouwens nog niet definitief vastgesteld.

Er zijn nog twee andere belangrijke overwegingen in verband met de indienstneming van dienstplichtigen.

De eerste betreft de Rijkswachtreserve. Indien de duur van de militaire verplichtingen — naar de wens van de Minister — tot 7 jaar beperkt wordt, dan zal die reserve praktisch onbestaande zijn. Zij is immers grotendeels samengesteld uit militairen die het zevende jaar van hun militaire verplichtingen overschreden hebben. Er zal dus een nieuwe reserve gevormd moeten worden.

Anderzijds vormde een aantal door de Rijkswacht geleide en onder haar bevel staande militairen met onbeperkt verlof in oorlogstijd de Dienst voor toezicht en informatie aan de grenzen. De desbetreffende taak, die totaal verouderd is en gekenmerkt was door een overdreven statisch apparaat, dient helemaal herzien te worden.

De daaraan bestede middelen konden beter aangewend worden en de Minister stelt voor die dienstplichtigen onder te brengen in de Rijkswachtreserve, waarvan de getalsterkte aldus tot 7 000 manschappen opgevoerd zou worden.

Die reserve zou dus een zekere operationele waarde moeten hebben, want de wet kent aan de leden ervan dezelfde wettelijke bevoegdheid als aan de rijkswachter toe. Het blijkt dus absoluut noodzakelijk dat die reserve een specifiek onderricht krijgt, dat is aangepast aan haar eveneens specifieke taak.

Een tweede reden die voor het in dienst nemen van dienstplichtigen pleit, is het feit dat de Rijkswacht talrijke en zeer gevarieerde diensten presteert, die niet altijd een volledige rijkswachtersopleiding vergen, met name bewaking, verkeersregeling, bewaking en overbrenging van gedeetineerden, begeleiding e.d., wat gedeeltelijk door dienstplichtigen kan geschieden.

Zo zouden rijkswachters vrij komen die kunnen worden ingezet voor belangrijke of dringende opdrachten ter voorkoming of beteugeling van misdrijven.

Die beide argumenten lijken onweerlegbaar. De reserve omvatte en omvat nog altijd 7 000 manschappen.

La durée des obligations militaires sera de 7 ans. Ceci nous amène à un emploi de 1 000 hommes par an, ce qui correspond à la capacité d'absorption de la gendarmerie d'une part, et aux possibilités d'emploi qu'elle prévoit, d'autre part.

L'avenir peut donc être envisagé avec une sérénité que compensera l'inquiétude que pourrait faire naître la situation en matière de criminalité.

3. Le matériel.

Le renouvellement et la modernisation du matériel ont été poursuivis en 1972 (4^e tranche du plan quinquennal de 1969).

Ont été achetés en 1972 :

- a) 222 voitures de tous types;
- b) 1 023 postes de radio (dont 639 postes pour motos et 313 postes portables).

Parmi les voitures, il y a lieu de mentionner l'acquisition de 10 voitures rapides (Porsche), destinées particulièrement à la police des autoroutes, et 4 voitures semi-rapides.

— 3 Multanova, 4 CO-mètres, 7 Opacimètres, 2 000 imperméables de circulation ont également été achetés. Pour le dépistage de drogues 11 chiens labradors ont été acquis, à côté de 9 pisteurs supplémentaires.

4. Le casernement.

Pour 10 600 membres mariés, l'Etat met 3 500 logements à la disposition de la gendarmerie, c'est-à-dire qu'il loge $\frac{1}{3}$ de l'effectif.

Les $\frac{2}{3}$ restants perçoivent une allocation de logement. Il s'avère d'autre part que 25 % du personnel marié habite dans la maison qui est sa propriété.

Deux décisions importantes détermineront la politique future du logement :

- a) la limitation du nombre de logements liés à la fonction (4 par brigade; 8 au siège des districts; 12 au siège des groupes territoriaux);
- b) le lancement dès 1972 par le Ministre des Travaux publics (Régie des bâtiments) d'un plan quinquennal pour la construction de 1 000 logements sociaux (200 par an); 55 % sont à construire dans les grands et moyens centres, où le coût des loyers est élevé; 45 % dans les régions rurales où existe une pénurie de logements à louer. Ces travaux sont estimés à 1 400 millions.

Ces décisions ne ralentissent nullement l'exécution d'autres programmes pour 1973.

64 millions ont été consacrés en 1972 à des travaux d'amélioration des installations sanitaires et des logements dans environ 70 brigades ou unités; 16,5 millions le seront en 1973 dans 24 autres brigades.

Le programme pour les petites acquisitions, les travaux d'aménagement et les nouvelles constructions s'élevait à 217 millions en 1972. Le projet pour 1973 prévoit 199 millions à répartir entre 65 unités.

Enfin, le projet de programme physique pour 1973 en vue de la réalisation de travaux importants s'élève à 152 millions à répartir entre 10 casernes.

De duur van de militaire verplichtingen zal op 7 jaar vastgesteld worden. Aldus zullen jaarlijks 1 000 manschappen in dienst zijn, die bij de rijkswacht binnen de door haar geboden mogelijkheden ingelijfd kunnen worden.

De toekomst mag dus met vertrouwen worden tegemoetgezien, ook uit het oogpunt van de ontwikkeling van de criminaliteit.

3. Het materieel.

De vernieuwing en de modernisering van het materieel werden in 1972 voortgezet (4^e tranche van het vijfjarenplan 1969).

In 1972 werden aangekocht :

- a) 222 wagens van allerlei types;
- b) 1 023 radiotoestellen (waaronder 639 voor motorrijwielen en 313 van het draagbare type).

Onder de wagens dienen te worden vermeld de 10 snelle wagens (Porsche), die vooral ten gerieve van het toezicht op de autowegen dienen, alsmede vier « halfsnelle » wagens.

— Voorts werden 3 Multanovaradars, 4 CO-meters, 7 opacimeters en 2 000 verkeersregenjassen aangekocht. Voor het opsporen van drugs werden 11 labradorhonden en 9 andere speurhonden aangekocht.

4. Kazernering.

Het Rijk stelt 3 500 woningen ter beschikking van 10 600 gehuwde leden van de rijkswacht, zodat $\frac{1}{3}$ van het personeel wordt gehuisvest.

De overige twee derde ontvangt een huisvestingsvergoeding. Anderzijds is gebleken dat 25 % van het gehuwde personeel een eigen woning betreft.

Inzake het toekomstig huisvestingsbeleid zijn twee belangrijke beslissingen genomen :

- a) beperking van het aantal woningen verbonden aan de functie (4 per brigade; 8 in de districtstandplaatsen, 12 in standplaatsen van de territoriale groepen);
- b) in 1972 heeft het Ministerie van Openbare Werken (Regie der Gebouwen) een vijfjarenplan ingezet, met het oog op het bouwen van 1 000 sociale woningen (200 per jaar); 55 % daarvan zullen worden opgericht in grote en middelgrote centra, waar een hoge huur gevraagd wordt; 45 % in landelijke streken waar gebrek is aan huurwoningen. Die werken worden op 1 400 miljoen geraamd.

Die beslissingen brengen geen vertraging mee voor de uitvoering van andere programma's in 1973.

In 1972 werd een bedrag van 64 miljoen besteed aan werken ter verbetering van sanitaire installaties en woningen in ongeveer 70 brigades of eenheden; met hetzelfde doel zal in 1973 16,5 miljoen voor 24 andere brigades worden uitgetrokken.

Het programma voor kleine aankopen, verbouwingswerken en oprichting van nieuwe gebouwen heeft in 1972 217 miljoen gekost. Voor het ontwerp 1973 werd 199 miljoen uitgetrokken, een bedrag dat over 65 eenheden verdeeld zal worden.

Ten slotte is voor het programma van materiële voorzieningen voor 1973, dat betrekking heeft op grote werken, 152 miljoen frank uitgetrokken die over 10 kazernes zullen worden verdeeld.

5. Organisation des services.

La recherche d'une efficacité toujours plus grande du personnel et des moyens mis à sa disposition est une question qui ne cesse de préoccuper la gendarmerie.

Dans cet ordre d'idées, elle veut réaliser une plus grande disponibilité envers le public. Ceci se traduit par une révision des principes d'implantation de ses brigades. C'est ainsi que 3 brigades, dont la suppression avait été envisagée, seront maintenues et 4 brigades, dont l'activité avait déjà cessé provisoirement, seront remises en activité prochainement.

L'usage de téléphones muraux et de répondeurs automatiques procèdent du même souci.

La création d'un numéro d'appel unique « 901 » prévu pour 1973 et 1974, permettra au public de contacter plus facilement et plus rapidement la gendarmerie. Celle-ci adaptera l'organisation de ses services afin de pouvoir réagir dans des délais extrêmement brefs à ces appels.

Enfin, l'implantation progressive d'un système intégré d'informatique, outre l'économie en effectifs qu'on en espère pour l'administration et la gestion du personnel et des biens, devra permettre une mise en œuvre plus dynamique des moyens.

6. Problèmes de personnel.

Les effectifs, le matériel, le logement, l'organisation ne valent que par l'esprit qui anime le personnel.

Pour qu'il soit bon, les aspirations profondes et légitimes du personnel doivent être satisfaites.

Dans ce domaine, c'est avec satisfaction que le bilan suivant peut être dressé :

a) Le problème des traitements a trouvé une solution satisfaisante pour le personnel non officier de la police judiciaire.

Il n'est pas résolu pour le reste du personnel, parce que le Ministre est tributaire de décisions prises en décembre dernier par ses collègues, à l'égard du personnel communal. Cependant les solutions à intervenir seront de la même veine que celles qui sont déjà obtenues. En outre, la rétroactivité au 1^{er} avril 1972 reste acquise.

b) Le statut administratif du personnel de la gendarmerie se trouve concrétisé dans un projet de loi déposé au Sénat. Le syndicat du personnel de la gendarmerie approuve le projet, du moins en ce qu'il a d'essentiel, mais il est normal que dans une matière aussi vaste et aussi délicate, les points de vues ne concordent cependant pas sur quelques points.

c) Etroitement lié au précédent, le projet d'une nouvelle loi sur la discipline militaire vient également d'être déposé.

L'organisation représentative du personnel de la gendarmerie a toujours souhaité disposer d'un statut disciplinaire propre à la gendarmerie, ce qui ne sera donc pas le cas.

Le Ministre affirme cependant que le projet, dans sa forme actuelle, garantit une saine justice distributrice et le respect total des droits sacrés de l'individu, tant pour les membres de la gendarmerie que pour ceux des autres forces armées.

5. Organisatie van de diensten.

Een permanent punt van zorg bij de rijkswacht is de steeds betere gebruikmaking van het personeel en van de beschikbare middelen.

De rijkswacht streeft er immers naar zich steeds meer in dienst van de samenleving te stellen. Zulks komt tot uiting in de herziening van de beginselen die ten grondslag liggen aan de vestiging van haar brigades. Zo zullen 3 brigades, waarvan de opheffing ter sprake was gekomen, behouden blijven en 4 brigades, waarvan de bedrijvigheid reeds voorlopig was stilgelegd, zullen eerlang opnieuw actief worden.

Die zorg uit zich verder door het in gebruik nemen van muurtelefoons en van automatische antwoordtoestellen.

Door de invoering van één enkel oproepnummer « 901 » — gepland voor 1973 en 1974 — zal het publiek gemakkelijker en sneller de rijkswacht kunnen contacteren. Deze zal de organisatie van haar diensten aanpassen om op zeer korte tijd die oproepen te kunnen beantwoorden.

Ten slotte zal de geleidelijke invoering van een geïntegreerd stelsel van informatieverwerking niet alleen de verwachte personeelsbesparing voor administratieve en beheerstaken inzake personeel en goederen opleveren, maar ook een meer dynamische aanwending van de middelen mogelijk moeten maken.

6. Personeelsvraagstukken.

De waarde van de manschappen, het materiaal, de huisvesting, de organisatie wordt bepaald door de geest die het personeel bezielt.

Die geest kan maar goed zijn indien aan de fundamentele en rechtmatige wensen van het personeel wordt voldaan.

Op dat gebied kunnen wij met genoegen de volgende balans opmaken :

a) Voor de leden van de gerechtelijke politie met een lagere graad dan officier werd het weddevraagstuk op een bevredigende manier opgelost.

Deze kwestie is nog niet geregeld voor de overige personeelsleden, omdat de Minister gebonden is door de beslissingen die in verband met het gemeentepersoneel in december jongstleden door zijn collega's werden genomen. Nochtans zal de in uitzicht gestelde regeling in de lijn liggen van wat reeds werd bereikt. Bovendien staat de terugwerkende kracht tot 1 april 1972 vast.

b) Een bij de Senaat ingediend wetsontwerp handelt over het administratief statuut van de rijkswacht. Het Verbond van het Personeel van de Rijkswacht is het met dit ontwerp eens, althans wat de hoofdpunten betreft; er is wel geen volledige instemming, maar het is normaal dat de standpunten in een zo uitgebreide en kiese aangelegenheid hier en daar wat uiteenlopen.

c) In nauw verband daarmee is zopas ook een ontwerp voor een nieuwe wet betreffende de krijgstuicht ingediend.

De representatieve organisatie van het rijkswacht-personeel heeft altijd gewenst dat de rijkswacht inzake tucht een eigen statuut zou krijgen, wat dus niet het geval zal zijn.

De Minister bevestigt nochtans dat het ontwerp in zijn huidige vorm voorziet in een gezonde verdelende rechtvaardigheid en de rechten van de enkeling — of het nu om een lid van de rijkswacht dan wel van de andere strijdkrachten gaat — volledig eerbiedigt.

d) Enfin, il convient de signaler l'avancement des travaux en ce qui concerne le statut syndical du personnel de la gendarmerie.

Un projet vient d'être élaboré par le Département de la Défense nationale. Il sera soumis, comme il est de règle, à la Commission consultative du personnel de la gendarmerie et sera discuté avec le syndicat de la gendarmerie au sein d'un comité paritaire groupant les représentants des parties intéressées.

Le Ministre fait part des principes fondamentaux qui sont à la base du statut : pas d'organisation syndicale groupant côte à côte des membres provenant de la gendarmerie et d'autres, étrangers à celle-ci; pas de moyens de pression de nature à entraver l'exécution des missions de la gendarmerie; garanties d'efficacité de la procédure syndicale en l'absence de moyens majeurs de pression syndicale. Ici également, les intérêts du personnel seront conciliés dans toute la mesure du possible avec les intérêts supérieurs de la nation.

7. Les moyens budgétaires pour 1973.

a) Dépenses ordinaires.

Dans le projet de budget de la gendarmerie pour 1973, le montant global des dépenses est fixé à 5 019 000 000 de francs, ce qui représente une augmentation de 706 253 000 francs, soit 16,4 %, par rapport à 1972, 83,11 % de ces dépenses ordinaires sont affectées à des dépenses de personnel; 16,89 % le sont à des dépenses de fonctionnement.

1) Dépenses de personnel :

Les dépenses de personnel — 4 171 308 000 francs — augmentent de 513 677 000 francs, soit 14,04 %, par rapport à 1972.

L'augmentation des crédits pour les rémunérations du personnel militaire — 677 millions — et du personnel auxiliaire — 56 millions — est due à :

- l'augmentation des effectifs prévus au budget :
255 pour le personnel militaire;
115 pour le personnel auxiliaire;
- la revalorisation des rémunérations du personnel n'appartenant pas à la Gendarmerie;
- l'adaptation à l'index (149,054, au lieu de 142,5);
- la majoration de la cotisation patronale en ce qui concerne l'assurance maladie (3,75 %, au lieu de 3,10 %);
- l'inscription d'un montant de 186 975 000 F, destiné à remplacer les anciennes allocations pour prestations spéciales et supplémentaires, montant qui sera versé à titre d'acompte sur les (nouveaux) traitements. En même temps le poste de 266 440 000 F, prévu en 1972 pour les mêmes allocations, est supprimé.

2) Les dépenses de fonctionnement, soit 847 692 000 F, sont en augmentation de 192 576 000 F, soit 29,3 %.

En général, cette augmentation découle de l'accroissement des activités de la Gendarmerie et de l'augmentation des effectifs de celle-ci qui en résulte. Les postes qui accusent l'augmentation la plus sensible sont ceux relatifs à l'instauration de l'informatique, à la location de nouveaux bâtiments, à l'entretien des moyens de transport et, surtout, le remplacement des véhicules.

La plupart des postes subissent, en outre, l'influence de la hausse des prix.

d) Ten slotte zij gewezen op de gevorderde staat van de werkzaamheden inzake het syndicaal statuut van het personeel van de rijkswacht.

Het Departement van Landsverdediging heeft zopas een ontwerp uitgewerkt. Het zal — dit is de regel — worden voorgelegd aan de raad van advies van het Rijkswacht-personeel en met het verbond van het personeel van de Rijkswacht worden besproken in een paritair comité, bestaande uit vertegenwoordigers van de betrokken partijen.

De Minister vermeldt de grondbeginselen van het statuut : geen vakorganisatie waarin leden van de Rijkswacht zich met andere personen zouden verenigen; geen drukingsmiddelen die de uitvoering van de taak van de Rijkswacht kunnen belemmeren; waarborgen voor een doelmatige werking van het verbond zonder gebruikmaking van syndicale pressiemiddelen. Ook hier zullen, voor zover zulks maar enigszins mogelijk is, de belangen van het personeel in overeenstemming worden gebracht met de hogere belangen van de Natie.

7. De begrotingsmiddelen 1973.

a) Gewone uitgaven.

Het begrotingsontwerp 1973 van de Rijkswacht is vastgesteld op een globaal bedrag van 5 019 000 000 frank, dit is 706 253 000 frank of 16,4 % meer dan in 1972. 83,11 % van deze gewone middelen dekken personeelsuitgaven en 16,89 % ervan worden besteed aan werkingsuitgaven.

1) De personeelsuitgaven :

De personeelsuitgaven, hetzij 4 171 308 000 frank, stijgen met 513 677 000 frank, dit is met 14,04 % t.o.v. 1972.

De verhoging der bezoldiging van het militair personeel met 677 miljoen en van die van het hulppersoneel met 56 miljoen is toe te schrijven aan:

- het opvoeren van de budgettaire getalsterkte :
255 voor het militair personeel;
115 voor het hulppersoneel;
- de revalorisatie van de bezoldigingen van het personeel dat niet tot de Rijkswacht behoort;
- de indexaanpassing (149,054 i.p.v. 142,5);
- de verhoging van de patronale bijdrage voor ziekteverzekering (3,75 % i.p.v. 3,10 %);
- de inschrijving van een bedrag van 186 975 000 F, dat de vroegere toelagen voor bijzondere en bijkomende prestaties vervangt, en als voorschot op de (nieuwe) wedden wordt uitgekeerd. Tegelijkertijd verdwijnt een post waarop in 1972 een bedrag van 266 440 000 F werd uitgetrokken voor diezelfde toelagen.

2) De werkingsuitgaven, hetzij 847 692 000 F stijgen met 192 576 000 F of 29,3 %.

In 't algemeen vloeit deze verhoging voort uit de toenemende activiteit van de Rijkswacht en de ermee gepaard gaande stijging van haar getalsterkte. De posten die in grote mate stijgen zijn deze die betrekking hebben op de uitvoering van de informatiek, het inhuren van nieuwe gebouwen, het onderhoud van de transportvoertuigen en vooral de vervanging van voertuigen.

De meeste posten worden daarenboven beïnvloed door de prijsstijgingen.

b) *Dépenses extraordinaires.*1) *Programme des engagements :*

Ce programme représente 244 millions de francs.

Les crédits sollicités s'élèvent à 206 millions de francs.

Etant donné qu'il y aura probablement un transfert de crédits d'un montant de 38 940 000 F environ, les crédits disponibles en 1973 seront de l'ordre de 244 940 000 F.

Grâce à ces crédits pourra être réalisée la 5^e tranche du plan quinquennal, établi en 1969 en vue du renouvellement et de la modernisation de l'équipement et du matériel de la Gendarmerie.

Ils permettront notamment d'acquérir :

- 342 véhicules de tout ordre (autre les 419 automobiles et les 43 motos prévues au budget ordinaire);
- un hélicoptère moyen;
- 415 postes de radio;
- 15 appareils de télex;
- 41 centraux téléphoniques « 901 », etc.

2) *Programme des ordonnancements :*

Le programme des ordonnancements pour 1973 s'élève à 287 millions de francs.

Le total des ordonnancements sollicités s'élève également à 287 millions de francs.

Compte tenu d'un transfert présumé de crédits, à concurrence de 19 080 000 francs environ, les crédits disponibles s'élèveront à 306 080 000 francs environ en 1973.

* * *

En conclusion, le Ministre tient à exprimer sa satisfaction sur la manière dont la Gendarmerie s'acquitte de ses tâches actuelles et sur le sérieux qu'elle apporte à l'étude des missions que les événements lui imposeront demain.

II. — DISCUSSION.

1. *Personnel.*

a) Un commissaire demande quel était en 1972 le nombre de candidats sous-officiers et quel était le nombre de candidats réellement recrutés.

Un autre membre désire savoir si les recrutements envisagés pour 1973 seront suffisants pour couvrir les besoins de la Gendarmerie.

Le Ministre répond qu'en 1971 et 1972 le nombre de candidatures de sous-officiers s'élevait respectivement à 4 141 et 6 290 pour un recrutement effectif de 500 et de 894.

Pour 1973, il est envisagé d'atteindre l'effectif autorisé de 13 750 hommes. Tout permet d'espérer que ce nombre sera atteint. Il est cependant insuffisant pour permettre à la Gendarmerie de remplir d'une façon convenable toutes les missions qui lui sont demandées actuellement.

Comme le Ministre l'a annoncé dans son exposé, il sera fait appel à du personnel féminin et à des miliciens pour porter le personnel indispensable à la Gendarmerie au niveau voulu.

b) Un membre désire savoir pourquoi les critères physiques exigés de la part des candidats gendarmes ne pourraient être allégés et plus particulièrement celui de la taille.

b) *Buitengewone uitgaven.*1) *Programma van de vastleggingen :*

Dit programma belooft 244 miljoen frank.

De aangevraagde kredieten bedragen 206 miljoen frank.

Wegens een vermoedelijke overdracht van kredieten ten belope van circa 38 940 000 F, zullen de beschikbare kredieten in 1973 circa 244 940 000 F bedragen.

Dank zij die kredieten zal de 5^{de} tranche van het vijfjarenplan dat in 1969 werd opgesteld met het oog op de vernieuwing en de modernisering van de uitrusting en het materieel van de Rijkswacht, kunnen worden uitgevoerd.

Daarmede zullen o.m. kunnen worden aangekocht :

- 342 voertuigen van alle slag (naast 419 autovoertuigen en 43 moto's via de gewone begroting);
- één middelzware helikopter;
- 415 radiotoestellen;
- 15 telexapparaten;
- 41 centrales « 901 » enz.

2) *Programma van de ordonnanceringen :*

Het programma van de ordonnanceringen voor 1973 bedraagt 287 miljoen frank.

Het totale bedrag van de aangevraagde ordonnanceringskredieten belooft eveneens 287 miljoen frank.

Rekening houdend met een vermoedelijke overdracht van kredieten ten belope van circa 19 080 000 frank zullen de beschikbare kredieten in 1973 ongeveer 306 080 000 frank bedragen.

* * *

Ten slotte spreekt de Minister zijn voldoening uit over de wijze waarop de Rijkswacht haar huidige taken vervult en over de ernst waarmee zij haar toekomstige opdrachten bestudeert.

II. — BESPREKING.

1. *Personeel.*

a) Een lid vraagt hoeveel kandidaat-onderofficieren er in 1972 waren en hoeveel kandidaten er werkelijk aangeworven zijn.

Een ander lid wenst te vernemen of de voor 1973 voorgenomen aanwervingen toereikend zullen zijn om in de behoeften van de Rijkswacht te voorzien.

De Minister antwoordt dat het aantal kandidaat-onderofficieren in 1971 en 1972 4 141, resp. 6 290 bedroeg. In die jaren zijn er 500, resp. 894 onderofficieren werkelijk aangeworven.

Verwacht wordt dat de toegelaten getalsterkte van 13 750 man in 1973 bereikt zal zijn. Er is althans een gewettigde hoop dat dit cijfer zal worden bereikt. Het is echter te klein om de Rijkswacht in staat te stellen alle opdrachten die haar thans worden toevertrouwd, behoorlijk uit te voeren.

Zoals de Minister in zijn uiteenzetting heeft aangekondigd, zal een beroep worden gedaan op vrouwelijk personeel en op dienstplichtigen om de Rijkswacht op de vereiste getalsterkte te brengen.

b) Een lid wenst te weten waarom de eisen inzake lichamelijke geschiktheid, waaraan de kandidaat-rijkswachters moeten voldoen, niet wat minder streng kunnen worden gemaakt, inzonderheid wat betreft de gestalte.

Le Ministre répond qu'il serait contre-indiqué d'abaisser la taille exigée jusqu'à présent des gendarmes alors que la taille moyenne de la population est en augmentation constante.

D'autre part, il serait dangereux de recruter du personnel trop petit parce qu'il est un fait que dans des circonstances difficiles, un homme de petite taille se sentira mis en danger plus facilement et les réactions d'un homme acculé sont toujours dangereuses.

c) Un membre désire savoir si la Gendarmerie a retiré tout le bénéfice qu'elle espérait de la mesure autorisant la mobilité de militaires de la Défense nationale vers la Gendarmerie ?

Il est répondu que cette mesure n'a pas donné les résultats escomptés; la Gendarmerie avait prévu l'utilisation de 1 500 militaires dans des fonctions logistiques et administratives. En fait, elle n'a pris en force que 500 militaires. Cette situation s'est stabilisée et offre donc un déficit permanent de 1 000 emplois.

Ce déficit s'explique du fait que la Gendarmerie fait appel à un personnel techniquement qualifié (mécaniciens pour véhicules et appareils de radio, cuisiniers, personnel de maîtrise) pour lequel il existe une pénurie au sein même du Ministère de la Défense nationale.

d) Un membre désire apprendre quel est l'effort consenti par la Gendarmerie dans le domaine de la publicité en faveur du recrutement.

Il est répondu que le budget prévu à cet effet est en hausse constante et a évolué de 50 000 F en 1969 à 2 500 000 F en 1973. L'effort de publicité, initialement axé sur les grands quotidiens, se fait maintenant également sentir dans les quotidiens et publications à audience régionale, voire locale.

De plus, il est procédé à une étude de motivation et de désirabilité sociale, facteurs dont la connaissance est indispensable pour la bonne orientation de cette publicité.

e) Un membre désire avoir des précisions au sujet de l'utilisation du personnel féminin par la Gendarmerie.

Le Ministre rappelle qu'il y a lieu de considérer que le système actuel, selon lequel le personnel d'entretien est affecté à des tâches de nettoyage etc., est définitif.

Du personnel féminin est provisoirement employé à des travaux administratifs, aussi longtemps que du personnel temporaire sera utilisé à des travaux administratifs et de dactylographie.

Dès que la loi autorisant le service militaire de femmes en temps de paix sera promulguée, ce personnel temporaire sera remplacé par du personnel statutaire de deux catégories; la première catégorie restera affectée à des travaux de bureau et administratifs; par contre, on pourrait accorder à la deuxième catégorie le statut d'agent judiciaire chaque fois que le travail d'une femme pourrait s'avérer aussi ou même plus rentable que celui d'un homme (recherches dans les milieux de la drogue, de la jeunesse, enquêtes au sujet d'affaires dans lesquelles sont impliquées des femmes).

f) Un membre met en question le principe même de la mise en service de miliciens à la Gendarmerie.

A son avis, cette disposition est contraire à l'esprit des lois sur la milice et en extrapolant le raisonnement, on pourrait conclure que rien ne s'opposera à ce que des miliciens fassent leur service dans d'autres départements (Travaux publics, Santé publique, etc.).

De Minister antwoordt dat het zeker niet geraden is de eisen te verlagen die tot nog toe inzake gestalte aan de rijkswachters worden gesteld, aangezien de gemiddelde gestalte van de bevolking voortdurend toeneemt.

Bovendien zou het gewaagd zijn personeel met een te kleine gestalte aan te werven, want het is een feit dat een man met een kleine gestalte zich gemakkelijker in gevaar acht en de reacties van iemand die zich bedreigd voelt, altijd gevaarlijk zijn.

c) Een lid wenst te weten of de maatregel waardoor de overgang van militairen van Landsverdediging naar Rijks-wacht mogelijk werd gemaakt, voor deze laatste al de verhoopte voordelen heeft opgeleverd.

Het antwoord luidt dat die maatregel niet alle verhoopte resultaten heeft opgeleverd; de Rijks-wacht had erop gerekend 1 500 militairen in logistieke en administratieve functies te kunnen inschakelen. In feite kwamen er slechts 500 militairen over. Daar is het bij gebleven, zodat er dus nog steeds een tekort van 1 000 man is.

Dat tekort is te verklaren doordat de Rijks-wacht een beroep doet op technisch geschoold personeel (mecaniciens voor voertuigen en radio-apparaten, koks, meesterpersoneel) waaraan het Ministerie van Landsverdediging zelf een tekort heeft.

d) Een lid vraagt welke inspanning de Rijks-wacht doet om ruchtbaarheid te geven aan haar aanwervingscampagne.

Het antwoord luidt dat het bedrag, dat daarvoor wordt uitgetrokken op de begroting, voortdurend toeneemt: het steeg van 50 000 F in 1969 tot 2 500 000 F in 1973. Die campagne werd aanvankelijk gevoerd via de grote dagbladen en wordt thans voortgezet in kranten en publicaties met een gewestelijke of zelfs plaatselijke spreiding.

Voorts wordt een studie gemaakt inzake motivering en sociale aantrekkelijkheid. De kennis van die factoren is immers noodzakelijk voor een degelijke oriëntering van de aanwervingscampagne.

e) Een lid wenst nadere uitleg te verkrijgen in verband met de aanwending van vrouwelijk personeel bij de Rijks-wacht.

De Minister herinnert eraan dat het huidige systeem, waarbij het onderhoudspersoneel aan schoonmaaktaken enz. wordt gezet, als definitief beschouwd moet worden.

Vrouwelijk personeel wordt voorlopig voor administratieve taken gebruikt, zolang tijdelijk personeel wordt ingezet voor administratieve werkzaamheden en machineschrijven.

Zodra de wet militaire dienst van vrouwen in vredetijd toestaat, zal dit tijdelijk personeel worden vervangen door statutair personeel, dat in twee categorieën zal worden verdeeld: de eerste categorie zal belast blijven met kantoorwerk en administratieve bezigheden; aan de tweede categorie zou echter het statuut van gerechtelijk agent worden verleend telkens als de aan een vrouw opgedragen taak even rendabel als, zoniet meer rendabel zou blijken te zijn dan de aan de mannelijke personeelsleden opgedragen taken (opsporingen in het milieu van druggebruikers, in jeugdkringen, onderzoek in zaken waarin vrouwen betrokken zijn).

f) Een lid maakt bezwaar tegen het principe zelf van de indienstneming van dienstplichtigen door de Rijks-wacht.

De mening wordt geopperd dat een dergelijke bepaling strijdig is met de wetten op de dienstplicht en dat, wanneer men deze redenering doortrekt, men wel eens tot het besluit zou kunnen komen dat niets zich ertegen verzet dat de dienstplichtigen hun dienst ook in andere departementen (Openbare Werken, Volksgezondheid enz.) zouden vervullen.

Le Ministre répond que la loi n'autoriserait pas pareille interprétation; elle spécifie que le service militaire doit être accompli au sein des Forces armées, que la Gendarmerie est une des Forces armées et qu'au point de vue légal, la mise en service de miliciens à la Gendarmerie est inattaquable.

Cette mesure s'inspire par ailleurs d'un réel souci d'économie.

Le coût d'un gendarme depuis son incorporation jusqu'à sa mise à la retraite, est difficile à estimer avec précision; il est certain qu'il s'élève à plusieurs centaines de milliers de francs par an. Rien que le traitement moyen est de l'ordre de 250 000 francs.

Le coût d'un milicien est de 100 000 francs par an d'où une économie unitaire importante et une économie annuelle globale de plusieurs centaines de millions, montant qui serait nécessaire au remplacement de 1 000 miliciens par 1 000 gendarmes.

g) Un membre désire des explications sur l'augmentation de 892 millions de francs prévue au poste des rémunérations de personnel; dans quelle mesure, l'accroissement des effectifs intervient-il dans ce poste?

Le Ministre répond que l'augmentation des effectifs vise environ 500 gendarmes et environ 200 militaires transférés par les Forces armées.

h) Un membre s'inquiète du nombre anormalement élevé des mutations au sein du personnel. Il serait question de 900 cas.

Le Ministre répond qu'un effort très sérieux est fait par l'autorité de la Gendarmerie pour limiter autant que faire se peut le nombre de mutations.

Cependant, si l'on sait qu'annuellement $\pm$ 500 gendarmes quittent la Gendarmerie, on comprendra que ces départs entraînent nécessairement un nombre presque équivalent de mutations.

Par ailleurs, rien que par le jeu normal des promotions, on arrive facilement à une autre série de mutations d'environ 400.

i) Un membre désire savoir où en est la question de la révision des barèmes du personnel de la Gendarmerie?

Les rémunérations du personnel de la Gendarmerie, non officiers de police judiciaire, ont été réadaptées dans le sens d'une revalorisation importante sur la base d'un alignement sur les polices communales.

Pour l'autre catégorie de personnel, le Ministre était tributaire de décisions à intervenir pour le personnel communal de niveau supérieur. Ces décisions ayant été prises au mois de décembre, le problème a été examiné et une solution interviendra dans les tout prochains jours.

j) Un membre demande où en est la question du statut à accorder au personnel de la Gendarmerie?

Le projet de loi relatif à ce statut a été déposé au Sénat et y sera discuté en commission incessamment.

k) Un membre demande s'il n'est pas possible à un candidat officier de la Gendarmerie, échouant au cours de sa formation, de passer comme candidat officier dans les autres Forces armées.

Il est exact que légalement le passage de la Gendarmerie vers une Force armée n'est pas possible pour un candidat officier ayant échoué aux examens que la Gendarmerie lui impose.

Cependant, une adaptation de l'arrêté royal en la matière est actuellement en cours.

De Minister antwoordt dat een dergelijke interpretatie strijdig zou zijn met de wet, die bepaalt dat de militaire dienstplicht bij de strijdkrachten moet worden vervuld en dat, aangezien de Rijkswacht deel uitmaakt van de strijdkrachten, de indienstneming van dienstplichtigen bij de Rijkswacht bijgevolg wettelijk gezien onaanvechtbaar is.

Deze maatregel is trouwens ingegeven door de zorg om te besparen.

De kosten van een rijkswachter vanaf zijn inlijving tot zijn pensionering kunnen moeilijk nauwkeurig geraamd worden; het staat vast dat zij verschillende honderdduizenden frank per jaar bedragen. De gemiddelde wedde alleen al beloopt circa 250 000 frank.

De kosten voor een dienstplichtige bedragen 100 000 frank per jaar; vandaar een aanzienlijke besparing per man en een totale jaarlijkse besparing die in de honderden miljoenen loopt, m.a.w. het bedrag dat nodig zou zijn om 1 000 dienstplichtigen door 1 000 rijkswachters te vervangen.

g) Een lid wenst uitleg te verkrijgen over de verhoging met 892 miljoen frank dat op de post « bezoldiging van het personeel » voorkomt; in hoever is dit aan de toeneming van het aantal personeelsleden te wijten?

De Minister antwoordt dat met de uitbreiding van het personeel circa 500 rijkswachters gemoeid zijn, plus ongeveer 200 militairen die van de Strijdmachten zullen worden overgeheveld.

h) Een lid informeert naar het abnormaal hoge aantal mutaties bij het personeel.

Er zouden 900 gevallen zijn.

De Minister antwoordt dat de Rijkswachtautoriteiten zich een zeer ernstige inspanning getroosten om het aantal mutaties zoveel mogelijk te beperken.

Als men nochtans weet dat jaarlijks $\pm$ 500 rijkswachters de Rijkswacht verlaten, dan begrijpt men dat zulks bijna evenveel mutaties met zich brengt.

Overigens leiden de normale bevorderingen op zichzelf al gemakkelijk tot ongeveer 400 andere mutaties.

i) Een lid wenst te weten hoever het staat met de herziening van de weddeschalen van het Rijkswachtpersoneel.

De bezoldigingen van het personeel van de Rijkswacht, dat niet tot de officieren van de gerechtelijke politie behoort, zijn onlangs aanzienlijk geherwaardeerd op grond van de wedden van de gemeentelijke politie.

Voor de andere personeelscategorie diende de Minister rekening te houden met de beslissingen die moesten worden genomen voor het gemeentepersoneel van het hogere niveau. Die beslissingen werden genomen tijdens de maand december; het vraagstuk werd onderzocht en binnenkort zal de zaak worden opgelost.

j) Gevraagd wordt hoever men staat met het vraagstuk van het aan het Rijkswachtpersoneel toe te kennen statuut.

Het wetsontwerp betreffende dit statuut werd bij de Senaat ingediend en zal daar eerlang in de Commissie worden besproken.

k) De vraag wordt dan gesteld of een kandidaat-rijkswachtofficier die tijdens zijn opleiding mislukt, niet als kandidaat-officier naar de andere strijdkrachten kan overgaan?

Het is wel zo dat, wettelijk gesproken, een kandidaat-officier die niet geslaagd is voor de hem door de Rijkswacht opgelegde examens, niet van de Rijkswacht naar een ander krijgsmachtdeel kan overgaan.

Een wijziging van het desbetreffende koninklijk besluit staat nochtans op het getouw.

Le Ministre précise cependant que le cas auquel le nombre fait sans doute allusion, vise deux sous-lieutenants élèves auxquels en plus d'un échec aux examens universitaires, il était reproché des infractions disciplinaires sérieuses.

l) Un membre demande des explications sur l'augmentation des postes budgétaires ayant trait aux honoraires des professeurs civils et des conférenciers.

Pour les professeurs civils, le crédit prévu au budget est en augmentation de 1 552 000 F. Elle est affectée en ordre principal aux honoraires des professeurs des laboratoires de langues existants à l'Ecole royale de Gendarmerie et dans chaque groupe mobile. La régionalisation de l'instruction, d'une part, l'exploitation plus intensive des possibilités offertes par chaque laboratoire, d'autre part, justifient un appel plus large aux services de professeurs civils de langues.

Les honoraires aux conférenciers visent essentiellement ceux qui sont invités dans le cadre des cours donnés à l'école pour officiers.

m) Un membre s'inquiète de savoir si l'abonnement à un seul journal est suffisant pour permettre aux districts de Gendarmerie de rester au fait de ce qui se passe dans leurs circonscriptions.

Le Ministre répond que l'on ne pourrait demander à chaque gendarme de lire chaque journal. Actuellement, la question des abonnements est réglée comme suit. Chaque district ou chef-lieu d'une province est abonné à 4 journaux et à 5 publications syndicales.

Les autres districts sont abonnés à un seul journal ou publication syndicale. L'ensemble de ces abonnements est tel que la Gendarmerie dans son ensemble se garantit une lecture de la quasi-totalité de la presse. Certaines publications à caractère technique, comme le « Rechtskundig Weekblad », n'arrivent qu'au Centre de Documentation de l'Etat-Major général. Celui-ci ne manque pas d'exploiter tout article intéressant publié dans ce périodique. Tout membre de la Gendarmerie peut, par ailleurs, demander en communication les ouvrages détenus par le Centre.

n) Un membre demande s'il n'est pas possible de faire retenir à la base la cotisation syndicale des gendarmes, membres du syndicat national de la Gendarmerie.

Le Ministre répond que cette retenue s'effectuait auparavant. La loi de 1965 sur la protection des revenus s'oppose cependant à pareille pratique. La question sera à nouveau soumise à un examen minutieux.

o) Un membre s'inquiète de savoir si la durée des prestations imposées à la Gendarmerie répond aux nécessités sociales de l'heure ?

Une nouvelle réglementation portera incessamment la durée des prestations hebdomadaires à 42 1/2 h.

Il est possible que pour quelques cas rares, la durée des prestations soit actuellement légèrement supérieure.

Un autre membre demande s'il est exact que pour des motifs budgétaires, les services de week-end sont soumis à des restrictions.

Il est répondu que les prestations de week-end sont rétribuées et entraînent de ce fait des dépenses.

Cependant, aucune restriction n'est imposée et les chefs responsables ont toute latitude de prescrire pendant le week-end tel ou tel service qu'ils estiment indispensable.

De Minister preciseert echter dat het geval waarop hier waarschijnlijk wordt gezinspeeld, betrekking heeft op twee leerlingen-onderluitenanten die niet alleen mislukt waren in hun universitaire examens maar zich ook aan ernstige overtredingen van de tucht schuldig hadden gemaakt.

l) Er wordt uitleg gevraagd over de verhoging van de kredieten voor de erelonen van de burgerlijke leraars en van de voordrachthouders.

Voor de burgerlijke leraars is het op de begroting uitgetrokken krediet met 1 552 000 F vermeerderd. Die vermeerdering is hoofdzakelijk bestemd voor de erelonen van de leraars van de thans in de Koninklijke Rijkswachtsschool en in elke mobiele groep bestaande taallaboratoria. Redenen voor een ruimer beroep op de diensten van burgerlijke taalleraars zijn de regionalisering van de opleiding en de intensieve aanwending van de mogelijkheden die elk laboratorium biedt.

De erelonen aan voordrachthouders slaan voornamelijk op degenen die uitgenodigd worden in het kader van de aan de officiersschool gegeven cursussen.

m) Gevraagd wordt of de Rijkswachtdistricten genoeg hebben aan een abonnement op één dagblad om op de hoogte te blijven van al wat in hun gebied gebeurt.

De Minister antwoordt dat men onmogelijk van iedere rijkswachter kan vergen dat hij iedere krant zou lezen. Inzake abonnementen gelden thans de volgende regels. Ieder in de hoofdplaats van een provincie gevestigd district is op 4 dagbladen en 5 vakbondpublicaties geabonneerd.

De overige districten zijn op één dagblad of vakbondpublicatie geabonneerd. Een en ander is derwijze geregeld dat de Rijkswacht praktisch de hele pers leest. Bepaalde technische publicaties, zoals het « Rechtskundig Weekblad » gaan slechts naar het Documentatiecentrum van de Generale Staf, die niet nalaat nut te trekken uit elk interessant artikel dat in die publicaties verschijnt. Alle leden van de Rijkswacht kunnen overigens de werken die in het bezit van het Centrum zijn, ter inzage aanvragen.

n) Gevraagd wordt of het niet mogelijk is de syndicale bijdrage van de rijkswachters die lid zijn van het Nationaal Verbond van het Rijkswachtspersoneel aan de bron te laten afhouden.

De Minister antwoordt dat zulks vroeger werd gedaan. Zulke praktijk is echter in strijd met de wet van 1965 op de bescherming van het inkomen. Het probleem zal opnieuw grondig bestudeerd worden.

o) De vraag wordt gesteld of de duur van prestaties die aan de Rijkswacht worden opgelegd, beantwoordt aan de huidige maatschappelijke behoeften.

Eerlang zal een nieuwe reglementering worden ingevoerd waardoor de duur van de wekelijkse prestaties op 42 1/2 u zal worden gebracht.

In enkele buitengewone gevallen is het wel mogelijk dat de duur van de prestaties thans enigszins hoger ligt.

Voorts wordt gevraagd of het waar is dat de prestaties gedurende de weekeinden om begrotingsredenen worden beperkt.

Geantwoord wordt dat tijdens de weekeinden geleverde prestaties vergoed worden en derhalve uitgaven met zich brengen.

Nochtans wordt geen enkele beperking opgelegd en de verantwoordelijke oversten mogen tijdens de weekeinden naar goedgevoelen deze of gene door hen onontbeerlijk geachte dienst opleggen.

La preuve en est que, pour 1973, le poste prévoyant la rémunération des prestations de week-end est en hausse de 40 millions.

2. Organisation.

Un membre émet des objections contre le plan de réforme du Ministre publié dans la presse; il partage l'inquiétude de la jeunesse devant le renforcement sensible de la Gendarmerie.

Le Ministre répond que le renforcement de la Gendarmerie est limité à 1 000 miliciens et que sa réserve reste de 7 000 hommes comme auparavant.

En outre, l'autorité légalement responsable du maintien de l'ordre sera, comme auparavant, l'autorité administrative (bourgmestre, gouverneur de province, Ministre de l'Intérieur).

Le commandant-intégré, dont la presse a beaucoup parlé au sujet de la défense globale, est un commandant qui restera aux ordres des autorités civiles (gouvernement, gouverneur); c'est donc l'autorité civile qui aura à ses ordres l'autorité militaire.

Ceci est exactement l'inverse de ce qu'une certaine presse a bien voulu faire croire.

3. Recherche scientifique.

Un membre demande des explications sur le poste « Recherche scientifique » qui a fait son apparition au budget.

Il s'agit ici de recherches scientifiques faites par les établissements scientifiques de la Défense nationale au profit de la Gendarmerie. Auparavant, ces recherches étaient prises en charge par le budget du Ministère de la Défense nationale.

A partir de 1973, elles seront financées par le budget de la Gendarmerie. Le crédit demandé pour 1973 sera consacré à la mise au point et au développement d'un simulateur de trafic routier au profit de la Gendarmerie.

4. Casernement.

Un membre demande si l'effort consenti pour améliorer les bâtiments destinés au logement du personnel est suffisant.

Le Ministre rappelle les chiffres qu'il a donnés dans le courant de son exposé.

Il attire l'attention sur une nouvelle politique suivie par la Gendarmerie en ce qui concerne le logement du personnel.

Le nombre de logements lié à la fonction sera sensiblement diminué à l'avenir.

Il en résulte que les crédits d'entretien seront à répartir entre un plus petit nombre de logements.

L'entretien et la modernisation de ces logements s'en trouveront intensifiés.

Le Ministre souligne également l'effort entrepris par son collègue des Travaux publics pour la construction de logements sociaux.

Une première adjudication faite à la fin de 1972 n'a trouvé preneur qu'à des prix vraiment prohibitifs. Il a donc été décidé de procéder à de nouvelles adjudications.

Tout sera cependant mis en œuvre pour réaliser, dans les délais prévus, le plan quinquennal 1972-1976 pour la construction de 1 000 logements sociaux.

Le Ministre donne ensuite lecture des réalisations de 1972 et des projets pour 1973 pour la construction de casernes importantes, pour les travaux et acquisitions de plus petite envergure et pour les travaux d'amélioration des installations sanitaires et des logements.

Ten bewijze daarvan zij aangestipt dat in 1973 40 miljoen meer werd uitgetrokken voor de vergoeding van weekeindprestaties.

2. Organisatie.

Er worden bezwaren geopperd tegen het in de pers verschenen hervormingsplan van de Minister; hij deelt het gevoel van onbehagen van de jeugd t.a.v. de aanzienlijke versterking van het Rijkswachtapparaat.

De Minister antwoordt dat met de uitbreiding van het Rijkswachtpersoneel niet meer dan 1 000 dienstplichtigen gemoeid zijn en dat de reserve zoals vroeger op 7 000 manschappen vastgesteld blijft.

Daarenboven blijft de administratieve overheid (burgemeester, provinciegouverneur, Minister van Binnenlandse Zaken) zoals vroeger de overheid die wettelijk instaat voor de handhaving van de orde.

Het eenheidscommando waarvan in de pers veelvuldig sprake is geweest i.v.m. de globale verdediging, is een commando dat onder het bevel van de burgerlijke overheid (regering, gouverneur) zal blijven; de burgerlijke overheid zou dus het bevel voeren over de militaire overheid.

Dat is juist het tegendeel van wat een bepaalde pers heeft willen doen geloven.

3. Wetenschappelijk onderzoek.

Een lid vraagt uitleg over de post « Wetenschappelijk onderzoek » die thans voor de eerste maal op de begroting voorkomt.

Het gaat hier om wetenschappelijk onderzoek uitgevoerd door de wetenschappelijke instellingen van het departement van Landsverdediging ten behoeve van de Rijkswacht. Voorheen viel dit onderzoek ten laste van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging.

Vanaf 1973 zal het gefinancierd worden door de begroting van de Rijkswacht. Het voor 1973 uitgetrokken krediet zal besteed worden aan de bouw en de afwerking van een verkeerssimulator ten behoeve van de Rijkswacht.

4. Kazernes.

Gevraagd wordt of voldoende wordt gedaan om de woongelegenheden van het personeel te verbeteren.

De Minister herinnert aan de cijfers die hij in zijn betoog heeft opgegeven.

Hij vestigt de aandacht op het nieuwe beleid van de Rijkswacht in verband met de huisvesting van het personeel.

Het aantal ambtswoningen zal in de toekomst aanzienlijk verminderd worden.

Hieruit volgt dat de onderhoudskredieten zullen kunnen worden verdeeld over een kleiner aantal woningen.

Het onderhoud en de modernisering van deze woningen zal dus op intensievere wijze doorgezet kunnen worden.

De Minister wijst eveneens op de inspanning die zijn collega van Openbare Werken gedaan heeft met het oog op de bouw van sociale woningen.

Een eerste aanbesteding eind 1972 lokte alleen maar overdreven prijsofferten uit. Er werd dan ook besloten nieuwe aanbestedingen te houden.

Alles wordt echter in het werk gesteld om het vijfjarenplan 1972-1976 voor de bouw van 1 000 sociale woningen binnen de gestelde termijn af te werken.

De Minister geeft dan een overzicht van de in 1972 uitgevoerde werken en van de voor 1973 gemaakte plannen voor de bouw van grote kazernes, voor werken en aankopen van geringere omvang en voor de werken ter verbetering van de sanitaire installaties en de woonegelegenheden.

III. — VOTES.

A l'article 1, M. De Facq a présenté un amendement tendant à supprimer le crédit en faveur de l'assistance technique militaire aux républiques du Zaïre, du Rwanda et du Burundi. Cet amendement est repoussé par 13 voix contre 3.

Les articles et l'ensemble du budget sont adoptés par 13 voix contre 3.

Le Rapporteur,

Le Président a.i.,

III. — STEMMINGEN.

Op artikel 1 werd een amendement van de heer De Facq ingediend dat ertoe strekt het krediet ten voordele van de militaire technische hulp aan de Republieken Zaire, Rwanda en Burundi af te schaffen. Dit amendement wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen.

De artikelen en de gehele begroting worden aangenomen met 13 tegen 3 stemmen.

De Verslaggever,

R. GHEYSEN.

De Voorzitter a.i.,

F. TANGHE.
